

LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société



**Affichez
ces pages**

**la compréhension,
c'est contagieux!**



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES
www.cs3r.org

La dette publique

Monstre ou épouvantail ?

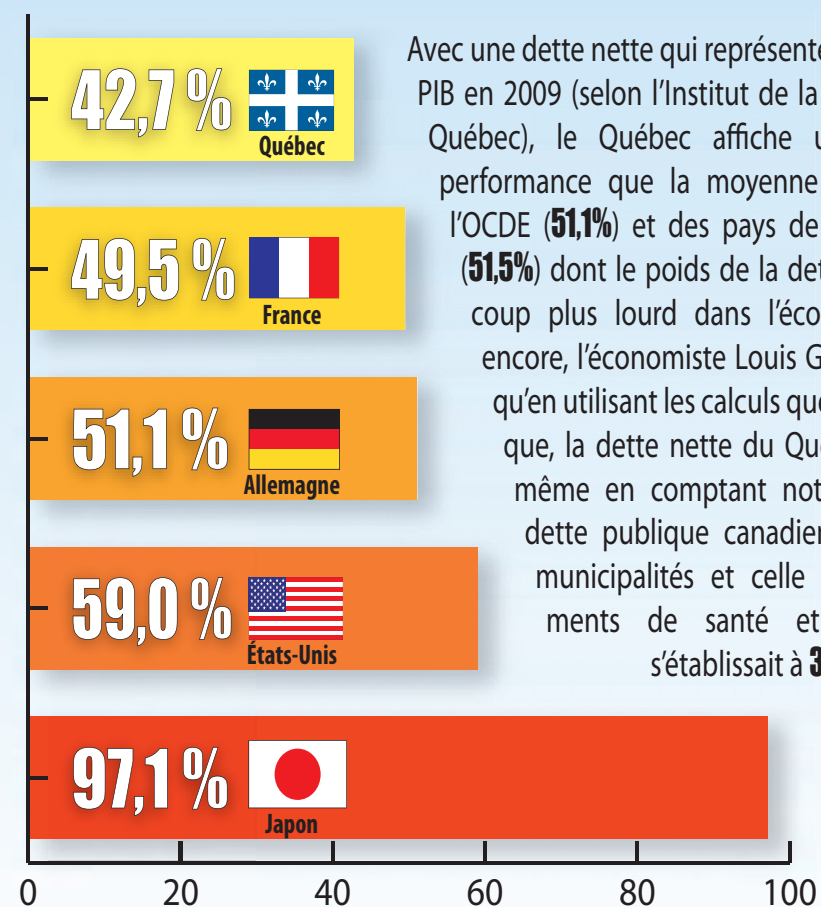
Selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), la dette nette du Québec était de l'ordre de 129 milliards \$ en 2009. Certains « experts » affirmaient récemment que cette dette était une catastrophe et que cela justifierait que les Québécois acceptent maintenant de se « serrer la ceinture » et de payer plus cher pour la TVQ, pour l'électricité, mais aussi pour d'autres services. L'Institut économique de Montréal (IEM), qui représente les intérêts des grandes compagnies, en rajoute et affirme qu'il est immoral de faire payer plus tard nos enfants pour les « folles dépenses » que nous faisons aujourd'hui. Selon l'IEM, nous devons tout faire pour réduire cette dette et la rembourser... quitte à confier au secteur privé de plus grandes « responsabilités » dans les services publics de santé et d'éducation par exemple. Sinon disent-ils, la dette, ce « monstre », nous contraint à la faillite. Étrange, car en y regardant de plus près on se rend compte que non seulement notre dette publique diminue, mais qu'en nous comparant à d'autres pays développés dans le monde, le Québec se tire très bien d'affaires. Et si ce « monstre » n'était qu'un épouvantail?

D'où vient la dette

Quand le gouvernement fait son budget, il prévoit des dépenses pour payer les fonctionnaires, les enseignants, les programmes sociaux de toutes sortes, la construction de routes, d'hôpitaux, etc. Tout cela coûte cher, mais le gouvernement peut aussi compter sur des revenus. Les taxes et les impôts des individus et des entreprises, les droits sur les permis de conduire, les taxes sur l'essence, etc. Si les dépenses sont supérieures aux revenus, le gouvernement fait alors un déficit et doit donc emprunter pour pouvoir rencontrer ses obligations. À cause de la crise économique, la grande majorité des pays du monde vont faire un déficit cette année. Les gouvernements empruntent aussi fréquemment pour payer les ponts, les routes, les hôpitaux, les écoles, etc. Comme les ménages et les entreprises le font pour l'achat d'une maison ou pour la construction d'une usine, l'État contracte des emprunts dont le paiement est étalé sur plusieurs années. Cela est tout à fait normal. Ces routes, ces hôpitaux et ces écoles, tout comme la maison ou l'usine ont une grande valeur et deviennent des actifs qui contribuent à leur tour à créer de la richesse.

La dette du Québec

Une situation enviable !



Avec une dette nette qui représente, **42,7%** de son PIB en 2009 (selon l'Institut de la statistique du Québec), le Québec affiche une meilleure performance que la moyenne des pays de l'OCDE (**51,1%**) et des pays de la Zone euro (**51,5%**) dont le poids de la dette pèse beaucoup plus lourd dans l'économie. Mieux encore, l'économiste Louis Gill a démontré qu'en utilisant les calculs que l'OCDE applique, la dette nette du Québec en 2009, même en comptant notre part de la dette publique canadienne, celle des municipalités et celle des établissements de santé et d'éducation, s'établissait à **32%** de son PIB.

(Source : www.ocde.org, www.stat.gouv.qc.ca, Louis Gill, Lettre au ministre des Finances, 27 janvier 2010, www.economieautrement.org)

Trois questions sur la dette

1 Est-ce grave?

Pas du tout? Même que la situation s'améliore et que le poids de la dette baisse constamment dans l'économie. Quand on compare la dette du Québec à celle de plusieurs autres pays parmi les plus développés du monde (États-Unis, France, Italie, etc.), on se rend compte que notre situation est même enviable. D'ailleurs, si nos finances étaient si mauvaises, les grandes agences internationales de crédit n'auraient certainement pas maintenu la cote de crédit du Québec l'an dernier. En plus des routes, des hôpitaux, des écoles, et autres infrastructures, certains avancent même que la seule valeur d'Hydro-Québec équivaldrait presque au montant de la dette du Québec.

2 Un boulet pour nos enfants?

Mais non voyons! Quand on se scandalise que chaque habitant du Québec naît avec une dette de 16 400 \$, on oublie trop facilement que nous recevons aussi des services publics qui ont une valeur. Le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA) a calculé que chaque Canadien reçoit des avantages valant environ 16 500 \$ par année grâce aux services publics. Pour quelqu'un qui vivra 80 ans, il s'agit d'une somme totale d'environ 1,3 million \$. Tout un retour sur l'investissement! Marcel Boyer, un économiste de l'Université de Montréal affirme également ceci :

« Le prétendu problème intergénérationnel que pose

Et pourtant elle **diminue!**

En 1998

La dette du Québec représentait **47%** de son PIB. Les intérêts à payer sur la dette grugeaient **17%** des revenus de l'État.

En 2009

La dette du Québec ne représente plus que **42,7%** du PIB, même en ajoutant les dettes des établissements de santé et d'éducation, alors que celles-ci n'étaient pas calculées avant la réforme comptable de 2007.

Le service de la dette n'accapare plus que **10%** du budget de l'État.

(Source : Le Devoir, 16 déc. 2009, Institut de la Statistique du Québec)

Lisez les autres pages de la série

« Les grands enjeux »

www.lagazette.ca
dans la section
« Les grands enjeux »



Gérer les finances dans l'intérêt commun

Pour venir à bout du soi-disant « monstre » de la dette, M. Charest s'apprête à demander aux Québécois de se serrer la ceinture et de payer plus cher pour leurs services publics. Certes, le montant de la dette n'est pas négligeable, mais comme les chiffres le démontrent, notre situation est plutôt enviable. Loin de vivre au-dessus de nos moyens, nous disposons collectivement d'actifs dont la valeur dépasse largement celles de nos dettes. Le « monstre » ne serait donc qu'un « épouvantail » qu'on agite pour légitimer des solutions inéquitables pour la population, comme augmenter les tarifs d'électricité, la TVQ, et privatiser nos services publics. D'autres solutions existent pourtant si on veut gérer nos finances publiques dans l'intérêt commun. Des exemples? Récupérer les milliards \$ qui sont détournés chaque année dans les paradis fiscaux, imposer équitablement les faramineux bonus que se versent les dirigeants des grandes compagnies, obliger les compagnies minières à payer la décontamination des sites, augmenter l'impôt pour les revenus les plus élevés. Les Québécois seraient probablement plus enclins à faire l'effort de se serrer la ceinture s'ils avaient la conviction que cet effort est partagé équitablement.

4 Le chiffre du mois milliards \$

C'est la somme que pourrait récupérer le gouvernement s'il appliquait, comme on s'apprête à le faire en Grande-Bretagne et en France, une taxe spéciale de 50% sur les 8,3 milliards \$ de bonus que se sont versés les dirigeants et les gestionnaires des 6 plus grandes banques canadiennes cette année. Ainsi, 60% des 14,5 milliards \$ de profits réalisés par ces banques ont été « détournés » en bonus à une poignée de dirigeants, qui de toute évidence n'auront pas à se serrer la ceinture comme les autres.

(Source : Globe and Mail, 10 déc. 2009 et Gilles Bourque, www.oikosblogue.coop, 22 déc. 2009)



l'accumulation d'une dette publique (...) n'est pas évident. Dans la mesure où les actifs publics (institutions, infrastructures et autres immobilisations) dépassent la valeur des dettes encourues pour les constituer, les générations à venir profiteront d'une valeur nette largement positive en héritage. »

(Source : Marcel Boyer, L'Argent, 11 janvier 2010, www.policyalternatives.ca)

3 Pourquoi s'acharner sur elle alors?

Ceux qui crient le plus fort pour diaboliser la dette sont les mêmes qui veulent à tout prix qu'on privatise davantage les services publics de santé et d'éducation par exemple. S'ils réussissent à faire croire que la dette est un « monstre à abattre à tout prix », le gouvernement allouera alors une plus grande part de ses revenus au remboursement de cette dette et devra, pour y arriver, diminuer ses dépenses dans les services publics. Avec moins d'argent, il deviendra évidemment plus difficile d'assurer la même qualité de services, et nous pourrions alors devoir être contraints d'accepter qu'une plus grande part de ces services soient dorénavant assurés par des entreprises privées. Il faut comprendre que pour ces entreprises et leurs actionnaires, mettre la main sur les services publics représente une « occasion d'affaires » au potentiel exceptionnel.

LA GAZETTE DE LA MAURICIE

Pour agir et en savoir plus

Économie Autrement

www.economieautrement.org

Oikos Blogue

www.oikosblogue.coop

Éditions Vie Économique

www.eve.coop

Participez à la campagne « CouragePolitique.org »

Voyez toutes les alternatives possibles pour venir à bout de la crise des finances publiques et écrivez au ministre des Finances du Québec pour lui signifier qu'il est maintenant temps de demander à ceux qui en ont vraiment les moyens de se serrer la ceinture à leur tour.

www.couragepolitique.org

Signez la pétition pour exiger la diminution des dépenses militaires

Le gouvernement canadien prévoit dépenser 490 milliards \$ pour l'armée au cours des 20 prochaines années. Signez la pétition pour lui signifier que la hausse vertigineuse des dépenses militaires est un gaspillage et que l'argent des contribuables serait mieux investi dans la création d'emplois, dans la santé, l'éducation et dans la lutte contre la pauvreté.

www.stopponslesdepensesmilitaires.com

Pour réagir ou faire un commentaire à propos du contenu de ces deux pages, faites-le par courriel à :

grandsenjeux@cs3r.org
(819) 373-2598

Vous pouvez faire un don à l'organisme pour qu'il puisse continuer sa mission d'éducation et de sensibilisation en envoyant un chèque à :

CSTM – Fonds de Charité
942, Ste-Geneviève, Trois-Rivières (Qc) G9A 3X6